



# Mot du président et chef de la direction



## Faits saillants du premier trimestre 2009

Les résultats du premier trimestre 2009 montrent un recul par rapport à l'année précédente. Les revenus de Nstein pour le premier trimestre 2009 se sont chiffrés à 5,4 M\$, une baisse de 11 % comparativement à 6,03 M\$ un an plus tôt. La Société a affiché une perte avant frais financiers, impôts sur les bénéfices, amortissements, perte de change et frais de restructuration (BAIIA) de 0.8 M\$ par rapport à un BAIIA négatif de 0,5 M\$ pour le premier trimestre de l'année 2008.

Ces résultats, quoique relativement décevants, sont conformes à nos attentes étant donné l'environnement économique difficile. La clientèle-cible de la société, les éditeurs de journaux et magazines, a vu ses revenus publicitaires chuter de façon importante durant le premier trimestre, les annonceurs ayant grandement réduit leurs dépenses en cette période de récession. Cette situation retarde évidemment les décisions d'investissement des éditeurs à l'égard de solutions telles que celles que nous offrons. Nous demeurons toutefois convaincus de la valeur de notre offre, ayant tout de même signé de nouveaux contrats pour une valeur totale de 1,5 M\$ au cours du trimestre, auprès de clients existants et d'un important éditeur au Royaume-Uni. Nous entendons gérer la société de façon prudente durant cette période d'incertitude tout en nous positionnant de façon avantageuse pour la reprise.

La situation financière de la Société demeure solide, comme en témoigne la position des liquidités de 6,7 M\$ au 31 mars 2009 ainsi qu'un fonds de roulement de 7,6 M\$ et une dette à long terme de seulement 0,4 M\$. Bien qu'affectés comme tous les autres acteurs du marché par une conjoncture économique difficile, nous demeurons confiants en raison de la force de notre équipe, de nos produits d'avant-garde et d'une liste sans cesse grandissante de clients prestigieux qui considèrent nos solutions comme une des assises de leur croissance future.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Luc Filiatreault', written over a horizontal line.

Luc Filiatreault  
Président et chef de la direction

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Cette analyse est présentée afin de donner au lecteur un aperçu des changements survenus dans la situation financière de Nstein Technologies inc. (« Nstein » ou la « Société ») durant la période de trois mois terminée le 31 mars 2009. Elle comporte également une comparaison des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie sur la période de trois mois terminée le 31 mars 2009 avec ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés au 31 décembre 2008 et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel. Les états financiers de Nstein ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). La Société publie ses résultats en dollars canadiens. Tous les montants qui apparaissent dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens sauf indication contraire.

Certains énoncés de la présente analyse sont de nature prospective et reflètent les hypothèses actuelles de la Société concernant des événements futurs. À ces énoncés s'ajoutent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats soient notablement différents de ceux qui sont attendus.

## Vue d'ensemble

---

Nstein Technologies (TSX-V : EIN) développe et commercialise des solutions de publication numériques multilingues dédiées aux acteurs des métiers de la presse tels les journaux, les magazines et les fournisseurs de contenu numérique. Les solutions Nstein génèrent de nouvelles sources de revenus et réduisent les coûts opérationnels en permettant la mutualisation, la gestion et l'indexation automatisée des contenus numériques. Nstein collabore étroitement avec ses clients pour mettre en œuvre des stratégies gagnantes fondées sur les meilleures pratiques de l'industrie de l'édition, et qui permettent l'implantation rapide de ses produits de *Web Content Management*, *Digital Asset Management*, *Text Mining Engine* et de *Picture Management Desk*. [www.nstein.com](http://www.nstein.com)

## Stratégie

Depuis sa fondation, la Société s'est appliquée à développer et commercialiser des solutions de publication numérique qui accélèrent et améliorent la recherche d'informations multilingues et la réutilisation des contenus. Ses solutions sont le fruit de nombreuses années d'expérience auprès des éditeurs de contenu numérique, qui furent les premiers à reconnaître l'impact des technologies offertes par Nstein sur la rentabilité de leurs organisations.

La Société poursuit activement le développement et la commercialisation de ces solutions pour laquelle le marché est très réceptif. En effet, ces solutions permettent aux éditeurs de migrer rapidement leurs publications du papier vers le Web, ce qui est crucial pour assurer leur succès. Les sommes consacrées au Web par les annonceurs étant en augmentation aux dépens des sommes consacrées aux publications imprimées, les éditeurs doivent rapidement offrir à leurs lecteurs leur contenu sur des sites dotés de fonctionnalités d'avant-garde. La Société poursuivra aussi ses activités de recherche afin de raffiner encore plus sa technologie et d'identifier d'autres marchés porteurs pour ses solutions de publication numérique.

En raison de la conjoncture économique actuelle, les annonceurs ont grandement diminué leurs dépenses en publicité, ce qui affecte négativement l'industrie de l'édition. Nous prévoyons que ces conditions défavorables continueront à représenter des défis en 2009. Les objectifs stratégiques durant cette période d'incertitude économique sont la protection des liquidités, du BAIIA\* et du capital humain. Toutefois, si les conditions sur les marchés continuent de se détériorer, la Société sera prête à prendre des mesures supplémentaires pour protéger ses liquidités. La société estime toutefois ne pas avoir à procéder à des ajustements à sa structure de prix de vente

## Principaux indicateurs de rendement

Nstein évalue le rendement pour l'ensemble de la Société en se servant d'indicateurs financiers clés, notamment les revenus, le BAIIA\* et la perte nette. Ces postes sont décrits aux sections appropriées ci-après. La direction surveille également le rendement au moyen de certains indicateurs liés à l'exploitation.

## Principales données financières

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2009	2008
	\$	\$
Revenus	5 385 332	6 029 231
BAIIA*	(752 970)	(467 026)
Perte	(1 236 375)	(891 890)
Perte par action de base et diluée	(0,024)	(0,019)

\* Définition du BAIIA : Bénéfice (perte) avant les frais financiers, le gain (perte) de change, les impôts sur les bénéfices, les amortissements, les frais de restructuration et la perte de valeur des actifs incorporels. Le BAIIA est présenté comme mesure supplémentaire du bénéfice afin d'aider les lecteurs à établir la capacité de la Société de générer des liquidités des activités poursuivies et de s'acquitter de ses charges financières. Il s'agit également d'un indicateur généralement utilisé aux fins d'évaluation. Les principes comptables généralement reconnus du Canada ne donnent pas de sens normalisé à cette mesure et celle-ci peut donc ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

Le recul du BAIIA\* au premier trimestre de 2009 s'explique par une diminution des revenus de licences d'utilisation de logiciels. Étant donné la situation économique difficile, les clients potentiels hésitent à investir les sommes requises pour acquérir des solutions telles que celle proposées par Nstein. Des frais de restructuration totalisant 304 380 \$ ont été encourus durant le trimestre en raison de l'abolition de certains postes au sein de la Société.

## Résultats d'exploitation

### Revenus

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2009, la Société a enregistré des revenus de 5 385 332 \$, soit une diminution de 11 % par rapport aux revenus de 6 029 231 \$ réalisés pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable aux revenus de licences. La Société tire la majeure partie de ses revenus de la vente de licences d'utilisation de logiciels, de services de soutien technique après-vente et de services spécialisés. Les contrats de licences ayant une valeur unitaire élevée, le prolongement du cycle de vente vers un trimestre ultérieur entraîne un impact notable sur les résultats.

### Coût des ventes, déduction faite des crédits d'impôt

Le coût des ventes comprend le coût des ressources humaines (employés et consultants externes) affectées aux différents projets, ainsi que le coût des logiciels de tierces parties. Le coût des ventes déduction faite des crédits d'impôt a augmenté de 12 %, pour s'établir à 2 823 400 \$ soit 52 % des revenus pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, par rapport à 2 524 414 \$ équivalent à 42 % des revenus pour la période correspondante se terminant le 31 mars 2008. Le coût des ventes varie en fonction du niveau et de la composition des revenus, les coûts directs étant moins élevés pour les revenus provenant de la vente de licences d'utilisation de logiciels comparativement aux revenus provenant de la vente de services. La hausse des coûts s'explique par la présence pour un trimestre complet des employés de Picdar affectés aux services spécialisés, comparativement à la moitié d'un trimestre en 2008, l'acquisition ayant été effectuée le 13 février 2008.

Par suite de son admissibilité au Programme Cité Multimédia Montréal, la Société a droit à un crédit d'impôt remboursable de 40 % sur les salaires admissibles jusqu'à un maximum annuel de 15 000 \$ par employé. Ces crédits d'impôt, présentés en diminution du coût des ventes, se sont établis à 83 365 \$ pour le premier trimestre de 2009 comparativement à 75 000 \$ en 2008. En 2008, le gouvernement du Québec a annoncé la mise en place d'un nouveau programme de crédit pour le développement des affaires électroniques, ce qui pourrait

permettre à la société de continuer à bénéficier d'une aide comparable au Programme Cité Multimédia Montréal, qui expire en décembre 2010.

## **Frais de vente et d'administration**

Les frais de vente et d'administration sont principalement constitués des coûts de rémunération des employés, des commissions du personnel des ventes, des frais de déplacement, des coûts reliés aux locaux, des honoraires professionnels, ainsi que des coûts reliés à l'administration d'une société ouverte. Les frais de vente et d'administration se sont établis à 2 636 168 \$ soit 49 % des revenus pour le premier trimestre 2009, par rapport à 3 027 673 \$ équivalent à 50% des revenus pour la période correspondante se terminant le 31 mars 2008. La société a enregistré une charge de 200 508 \$ en 2009 reliée aux mauvaises créances comparativement à 97 488 \$ en 2008.

## **Frais de recherche et de développement, déduction faite des crédits d'impôt**

Les frais de recherche et de développement sont composés principalement du coût des ressources humaines affectées aux différents projets. Les frais de recherche et de développement déduction faite des crédits d'impôt se sont établis à 678 734 \$ soit 13 % des revenus au premier trimestre 2009, comparativement à 944 170 \$ soit 16 % des revenus au trimestre correspondant de 2008. Nstein poursuit activement le développement de ses solutions de pointe en gestion de contenu destinées à l'industrie des médias et de l'édition électronique. La Société bénéficie aussi de crédits d'impôt au titre de la recherche scientifique et du développement expérimental. Ces crédits d'impôt, présentés en diminution des frais de recherche et de développement, se sont établis à 121 325 \$ au premier trimestre de l'exercice 2009, comparativement à 215 797 \$ pour la même période en 2008. Cette diminution des crédits est attribuable à la diminution des frais de recherche et de développement.

## **Amortissement des actifs incorporels**

Les actifs incorporels sont constitués des technologies acquises, du carnet de commandes, de relations clients, de licences d'utilisation de logiciels, ainsi que d'accords de non-concurrence. L'amortissement des actifs incorporels a augmenté, passant de 178 737 \$ au premier trimestre 2008 à 211 350 \$ au premier trimestre 2009. Suite à l'acquisition de Picdar en février 2008, la Société a enregistré des actifs incorporels de 3 046 103 \$, ce qui explique la hausse de la charge d'amortissement comparativement à 2008.

## **Gain et perte de change**

La société a enregistré un gain de change de 101 818 \$ au premier trimestre 2009, par rapport à 164 120 \$ au premier trimestre 2008. La dépréciation du dollar canadien aux premiers trimestres de 2009 et 2008 a entraîné un gain sur l'actif net libellé en devises américaines, en euros et en livres sterling.

## **Frais financiers**

La Société a engagé des frais financiers de 30 207 \$ au premier trimestre 2009, par rapport à des revenus de 65 499 \$ pour le même trimestre en 2008. Cette différence s'explique principalement par la diminution des revenus d'intérêts attribuable à la diminution de la trésorerie ainsi qu'à la réduction des taux d'intérêt sur les placements.

## **Frais de restructuration**

Au cours du premier trimestre 2009, la Société a engagé une charge de 304 380 \$ au titre de frais de restructuration non récurrents. Ces frais ont été encourus à titre de primes de séparation résultant de l'abolition de onze emplois en Europe. Au premier trimestre 2008, la société avait engagé des frais de restructuration totalisant 419 156 \$ principalement composés d'indemnités de cessation d'emploi, notamment celle d'un fondateur. Au 31 mars 2009, un montant de 93 246 \$ est inclus dans les comptes créditeurs et charges.

## Perte

Nstein a enregistré une perte de 1 236 375 \$ ou 0,024 \$ par action pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2009, comparativement à une perte de 891 890 \$ ou 0,019 \$ par action pour la période correspondante l'an dernier. Cette hausse de la perte résulte de la diminution des revenus, conséquence du ralentissement économique actuel, ainsi que des frais encourus en raison de l'abolition de certains postes permanents de même que la hausse de la charge reliée aux mauvaises créances.

La Société poursuivra une gestion rigoureuse de ses coûts et continuera de surveiller étroitement ses activités dans chaque région, adaptant et réalignant l'organisation au besoin afin de maintenir une situation financière optimale dans le contexte des conditions économiques existantes.

## Principales données financières trimestrielles

	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre
	\$	\$	\$	\$
Trimestre terminé les	31 mars 2009	31 dec. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008
Revenus	5 385 332	8 073 965	5 600 516	6 008 624
BAIIA*	(752 970)	813 915	(818 202)	(1 176 642)
Bénéfice (perte)	(1 236 375)	1 350 304	(1 056 073)	(1 551 727)
Bénéfice (perte) par action de base et diluée	( 0,024 )	0,026	( 0,021 )	( 0,030 )

	31 mars 2008	31 dec. 2007	30 sept. 2007	30 juin 2007
Revenus	6 029 231	6 268 163	4 092 092	4 007 729
BAIIA*	(467 026)	555 970	(84 025)	(144 315)
Bénéfice (perte)	(891 890)	109 713	(291 195)	(1 010 003)
Bénéfice (perte) par action de base et diluée	( 0,019 )	0,003	( 0,008 )	( 0,028 )

\* Définition du BAIIA : Bénéfice (perte) avant les frais financiers, le gain (perte) de change, les impôts sur les bénéfices, les amortissements, les frais de restructuration et la perte de valeur des actifs incorporels. Le BAIIA est présenté comme mesure supplémentaire du bénéfice afin d'aider les lecteurs à établir la capacité de la Société de générer des liquidités des activités poursuivies et de s'acquitter de ses charges financières. Il s'agit également d'un indicateur généralement utilisé aux fins d'évaluation. Les principes comptables généralement reconnus du Canada ne donnent pas de sens normalisé à cette mesure et celle-ci peut donc ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

## Liquidités et ressources financières

### Trésorerie et équivalents

Au 31 mars 2009, la trésorerie et les équivalents se chiffraient à 6 678 892 \$, comparativement à 7 405 217 \$ au 31 décembre 2008.

### Flux de trésorerie

#### Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont totalisé 564 034 \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à une augmentation des liquidités de 766 576 \$ en 2008. La variation est attribuable en grande partie à l'augmentation de la perte nette en 2009, en partie compensée par l'encaissement de comptes débiteurs reliés aux ventes du quatrième trimestre de 2008. Lors du trimestre correspondant en 2008, les éléments hors caisse du fonds de roulement avaient généré une variation positive de 1 149 162 \$, principalement en raison de l'encaissement de crédits d'impôts et de la variation des produits reportés.

#### Activités de financement

Les flux monétaires affectés aux activités de financement ont totalisé 90 160 \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 623 616 \$ pour la même période en 2008. Le remboursement au cours du premier trimestre 2008 du prêt bancaire de 452 742 \$ relié aux crédits d'impôt explique cette variation.

## Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 72 131 \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 2 371 250 \$ pour la même période en 2008. Cet écart est principalement dû à l'utilisation de liquidités consacrées à l'acquisition de Picdar. La Société a déboursé 101 512 \$ à titre de frais de regroupement lors du premier trimestre 2009, comparativement à 2 361 359 \$ consacré à l'acquisition durant la période correspondante en 2008.

Sur la base de ses prévisions, fondées sur des hypothèses raisonnables, la Société est d'avis que ses ressources financières actuelles, combinées au flux de trésorerie anticipés de ses activités, lui permettront d'atteindre ses objectifs et de maintenir son autonomie financière dans un avenir prévisible.

## Obligations contractuelles

	Total	Moins d'un an	Versements exigibles, par période		
			1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	745 143	340 416	295 236	109 491	-
Utilisation de locaux	2 870 768	1 049 833	1 536 093	139 912	144 930
Redevances pour l'utilisation de licence	225 000	225 000	-	-	-

## Capitaux propres

Au 14 mai 2009, la Société avait 51 902 645 actions ordinaires, 3 622 083 options d'achat d'actions et 5 403 218 bons de souscription en circulation.

## Acquisition d'entreprise

Le 13 février 2008, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Picdar Group Ltd. « Picdar », fournisseur de solutions de gestion d'images et d'actifs numériques au Royaume-Uni (la "Transaction") pour un prix d'achat équivalant à la somme de (i) la valeur de l'entreprise établie entre 6 617 700 \$ et 9 275 810 \$ (entre 3 375 000 £ et 4 730 625 £) et du (ii) fonds de roulement excédentaire de 4 472 255 \$ (2 280 832 £).

Un montant de 6 617 700 \$ (3 375 000 £), a été payé à la clôture de la Transaction et le solde de la valeur de l'entreprise, jusqu'à 2 658 110 \$ (1 355 625 £), est payable en trois versements annuels déterminés à compter du 31 mars 2008 en fonction de l'atteinte de revenus futurs et de BAIIA\* cibles. Chaque versement est composé d'une portion de 75 % en liquidités et de 25 % en actions nouvellement émises de la Société à un prix unitaire fixé en fonction du prix moyen pondéré des 20 derniers jours de transaction des actions de la Société à la Bourse de croissance TSX précédant immédiatement chaque date de versement. Le 13 février 2008, la Société a procédé à l'émission de 1 835 480 actions ordinaires à titre de versement initial du prix d'achat. Les actions émises sont assujetties à des conditions d'entiercement et seront libérées trimestriellement sur une période de vingt-quatre (24) mois.

Le fonds de roulement excédentaire est payable en liquidités. Un premier versement de 3 419 841 \$ (1 744 105 £) a été effectué à la clôture de la Transaction et le solde de 1 052 414 \$ (536 727 £) a été versé lors de la réception des états financiers de clôture en avril 2008. En juillet 2008, la Société a procédé au premier versement annuel du solde de prix d'achat par l'émission de 191 144 actions ordinaires d'une valeur comptable de 121 580 \$ et par un paiement en trésorerie de 533 210 \$ (265 781 £).

## Résumé des principales conventions comptables

---

### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers, de même que sur les postes de produits et de charges des exercices. Les estimations importantes comprennent la provision pour créances irrécouvrables, le degré d'avancement des travaux en cours, les crédits d'impôt à recouvrer, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, la dépréciation d'actifs à long terme, certaines charges à payer, ainsi que l'évaluation d'instruments financiers. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

### Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'achat des entreprises acquises sur la juste valeur estimative des actifs nets identifiables acquis. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Cependant, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment, si des événements ou des circonstances surviennent, indiquant qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils aient subi une perte de valeur. La recouvrabilité des écarts d'acquisition est déterminée au niveau des unités d'exploitation, au moyen d'un test de dépréciation en deux étapes. Premièrement, la valeur comptable nette d'une unité d'exploitation est comparée à sa juste valeur, laquelle est déterminée selon la méthode des flux de trésorerie disponibles actualisés. Si la valeur comptable nette d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la deuxième étape du test doit être effectuée. Lors de cette étape, le montant de toute perte de valeur des écarts d'acquisition représente l'excédent de la valeur comptable d'un écart d'acquisition sur sa juste valeur. Ce montant est porté aux résultats de la période au cours de laquelle elle survient. Aux fins de ce test de dépréciation, la juste valeur des écarts d'acquisition est estimée de la même façon que lors de regroupements d'entreprises, c'est-à-dire qu'elle représente l'excédent de la juste valeur d'une unité d'exploitation sur la juste valeur estimative de ses actifs nets identifiables. La Société est constituée d'une seule unité d'exploitation. La Société a choisi d'effectuer son test de dépréciation annuel en décembre de chaque exercice.

### Constatation des revenus, travaux en cours et produits reportés

La Société constate les produits tirés de la vente de licences d'utilisation de logiciels et des services de soutien technique après-vente s'y rattachant, ainsi que des autres services connexes conformément aux abrégés du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-141 à 143 portant sur la constatation des produits. Les honoraires tirés d'ententes visant les licences, les services de soutien technique après-vente et les autres services connexes sont attribués aux diverses composantes selon les éléments probants objectifs et spécifiques à la Société appuyant la juste valeur de chacune des composantes. Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes que l'entente est en vigueur, que le logiciel a été livré, qu'il ne fait aucun doute que le produit a été bien accepté, que les frais connexes ont été établis ou peuvent l'être, et que la perception de la contrepartie est raisonnablement assurée. Les produits tirés des composantes de soutien technique après-vente sont constatés au prorata sur la durée du contrat de soutien. Les produits tirés des autres services connexes sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus selon la méthode de l'avancement des travaux. Lorsqu'une perte sur un contrat est suffisamment prévisible, la perte est comptabilisée à titre de charge de l'exercice. De plus, les sommes reçues pour des services qui ne sont pas encore rendus sont comptabilisées à titre de produits reportés au bilan.

### Modifications aux conventions comptables

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la Société a adopté les nouvelles normes comptables du chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui établit les normes en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels suite à leur constatation initiale. Le nouveau chapitre remplace le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450 « Frais de recherche et développement ». Diverses modifications ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA pour des raisons de cohésion. Les dispositions de ce chapitre ont été adoptées de façon rétrospective et n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

## Modifications comptables futures

En janvier 2009, l'ICCA a publié les chapitres 1582 « Regroupements d'entreprises », 1601 « États financiers consolidés » et 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 sera en convergence avec l'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1602 sera en convergence avec les dispositions de l'IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », concernant les participations sans contrôle. Enfin le chapitre 1601 reprendra les exigences du chapitre 1600 « États financiers consolidés », autres que celles touchant les participations sans contrôle.

Le chapitre 1582 s'applique aux opérations où l'acquéreur obtient le contrôle d'une ou de plusieurs entreprises. Le terme « entreprise » est défini plus largement que dans la norme existante. La plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge, y compris les passifs éventuels considérés comme « improbables », seront évalués à leur juste valeur. Les coûts d'acquisition doivent être passés en charges.

En vertu du chapitre 1602, toute participation ne donnant pas le contrôle sera comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres. Le calcul du résultat net ne comporte aucune déduction au titre des participations sans contrôle. Le résultat net sera plutôt réparti entre les participations donnant le contrôle et les participations sans contrôle.

Les nouvelles normes entreront en vigueur en 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

### Harmonisation des normes canadiennes et internationales

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2011 selon les IFRS.

La Société établit un plan de basculement en vue de la conversion à ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Le projet de mise en œuvre comprend trois phases principales, soit l'évaluation initiale des incidences et délimitation de la portée, l'analyse des répercussions et la conception ainsi que la mise en œuvre et l'examen.

Lors de son analyse comparative préliminaire des IFRS et des PCGR du Canada, la Société a décelé certaines différences. Actuellement, les incidences sur la situation financière et les résultats d'exploitation futurs ne peuvent être déterminées ou estimées de façon raisonnable. En 2009, la Société poursuivra son examen des normes s'appliquant à Nstein et elle effectuera l'évaluation de ces incidences.

La Société présentera ses résultats de l'exercice 2010 selon les PCGR du Canada en vigueur. En 2011, elle présentera les chiffres correspondants de l'exercice 2010 conformément aux IFRS de l'IASB alors en vigueur. À cette fin, la Société devra préparer un bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et maintenir en parallèle deux livres comptables en 2010.

## Éventualité

---

Une poursuite a été signifiée à une filiale de la Société, alléguant l'existence d'un contrat verbal de licence et visant à forcer cette dernière à fournir un logiciel ou, alternativement, à payer 500 000 \$US en dommages. La direction nie l'existence d'un contrat et est d'avis que cette poursuite est non fondée. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée à cet égard.

## Contrôles et procédures de communication de l'information

---


La Société étant un émetteur émergent, elle n'est pas tenue de produire une attestation concernant la conception et l'efficacité des contrôles. La direction porte toutefois une grande attention à la qualité des contrôles au sein de la Société. Elle s'assure notamment que ceux-ci permettent de protéger adéquatement les actifs de la Société et de produire des informations financières de qualité et complètes.

## Risques et incertitudes

---

Nstein exerce ses activités dans des secteurs soumis à divers facteurs de risque et d'incertitudes. Les affaires de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation sont susceptibles de subir l'incidence défavorable de ces facteurs de risque et d'incertitudes. De plus amples informations concernant ces éléments se trouvent dans l'Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. D'autres risques et incertitudes dont la Société ignore l'existence pour l'instant, ou qu'elle considère négligeables, pourraient également avoir des répercussions sur la conduite de ses affaires.

La présente analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société a été préparée le 14 mai 2009. Des renseignements additionnels sur la Société sont publiés sur le site Web SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).



Bruno Martel

Chef de la direction financière

## Rapport trimestriel à nos actionnaires

Les états financiers consolidés joints ont été préparés par la direction de Nstein Technologies inc. et n'ont pas été examinés par un vérificateur. Ce rapport trimestriel contient des déclarations de nature prospective fondées sur des hypothèses et reflétant des attentes qui sont celles de Nstein à l'heure actuelle. À ces déclarations s'attache un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourrait faire en sorte que les résultats et les événements réels soient notablement différents de ceux qui sont attendus. D'autres facteurs d'incertitude sont précisés dans les documents que Nstein dépose occasionnellement auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada. Nstein ne s'engage d'aucune façon à mettre à jour ou à réviser ses déclarations prospectives.

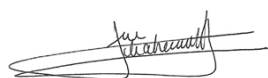
> [www.nstein.com](http://www.nstein.com)

**NSTEIN TECHNOLOGIES INC.**

<b>Bilans consolidés<sup>†</sup></b>	<b>Au 31 mars 2009</b>	<b>Au 31 décembre 2008</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
	<b>(non vérifiés)</b>	
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents	6 678 892	7 405 217
Dépôts à terme	164 600	214 600
Comptes débiteurs	6 335 740	6 864 825
Crédits d'impôt remboursables	1 189 168	984 478
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	342 102	335 656
Travaux en cours	643 064	680 639
Charges payées d'avance	243 650	207 389
	<b>15 597 216</b>	<b>16 692 804</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>681 801</b>	<b>736 506</b>
<b>Actifs incorporels</b>	<b>3 160 478</b>	<b>3 364 257</b>
<b>Écarts d'acquisition (note 4)</b>	<b>10 496 905</b>	<b>10 496 905</b>
	<b>29 936 400</b>	<b>31 290 472</b>
<b>Passif</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Comptes créditeurs et charges	4 070 941	4 442 361
Produits reportés	3 469 979	3 236 640
Passifs d'impôts futurs	150 315	150 315
Partie à court terme de la dette à long terme (note 5)	340 416	330 503
	<b>8 031 651</b>	<b>8 159 819</b>
<b>Dette à long terme (note 5)</b>	<b>404 727</b>	<b>520 799</b>
<b>Passifs d'impôts futurs</b>	<b>533 490</b>	<b>571 071</b>
	<b>8 969 868</b>	<b>9 251 689</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social	54 086 087	54 028 128
Autres composantes des capitaux propres	2 768 745	2 695 998
Surplus d'apport	1 839 135	1 805 717
Déficit	(37 727 435)	(36 491 060)
	<b>20 966 532</b>	<b>22 038 783</b>
	<b>29 936 400</b>	<b>31 290 472</b>
<b>Éventualité (note 12)</b>		

† Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil,



Luc Filiatreault, Administrateur



A. Michel Lavigne, Administrateur

**NSTEIN TECHNOLOGIES INC.****CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS †****Au 31 mars  
(non vérifiés)**

	Capital social		Autres composantes des capitaux propres	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires					
	Nombre	\$				
<b>Solde au 31 décembre 2007</b>	<b>41 125 536</b>	<b>52 652 275</b>	<b>2 823 558</b>	<b>1 223 997</b>	<b>(34 341 674)</b>	<b>22 358 156</b>
Émission d'actions suite à l'exercice d'options d'achat d'actions	21 667	12 991	(5 327)			7 664
Émission d'actions en vertu du régime d'achat d'actions des employés	31 171	35 344				35 344
Émission d'actions en contrepartie de bons de souscription spéciaux, déduction faite des frais d'émission (note 6)	8 000 000	(156 173)				(156 173)
Émissions d'actions liées à un regroupement d'entreprises (note 4)	1 835 480	1 157 901				1 157 901
Renversement d'options d'achat d'actions octroyées à titre de rémunération suite au départ d'employés			(153 754)	153 754		-
Charges de rémunération à base d'actions			146 985			146 985
Perte nette et résultat étendu pour la période					(891 890)	(891 890)
<b>Solde au 31 mars 2008</b>	<b>51 013 854</b>	<b>53 702 338</b>	<b>2 811 462</b>	<b>1 377 751</b>	<b>(35 233 564)</b>	<b>22 657 987</b>
<b>Solde au 31 décembre 2008</b>	<b>51 566 057</b>	<b>54 028 128</b>	<b>2 695 998</b>	<b>1 805 717</b>	<b>(36 491 060)</b>	<b>22 038 783</b>
Émission d'actions en vertu du régime d'achat d'actions des employés	221 961	57 959	-	-	-	57 959
Renversement d'options d'achat d'actions octroyées à titre de rémunération suite au départ d'employés	-	-	(33 418)	33 418	-	-
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	106 165	-	-	106 165
Perte nette et résultat étendu pour la période	-	-	-	-	(1 236 375)	(1 236 375)
<b>Solde au 31 mars 2009</b>	<b>51 788 018</b>	<b>54 086 087</b>	<b>2 768 745</b>	<b>1 839 135</b>	<b>(37 727 435)</b>	<b>20 966 532</b>

† Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NSTEIN TECHNOLOGIES INC.****RÉSULTATS ET DÉFICIT CONSOLIDÉS †**

Trois mois terminés les 31 mars

	2009	2008
	\$	\$
	(non vérifiés)	(non vérifiés)
<b>Revenus (note 11)</b>	<b>5 385 332</b>	<b>6 029 231</b>
<b>Coût des ventes, déduction faite des crédits d'impôt (note 8)</b>	<b>2 823 400</b>	<b>2 524 414</b>
	<b>2 561 932</b>	<b>3 504 817</b>
<b>Charges</b>		
Frais de vente et d'administration	2 636 168	3 027 673
Frais de recherche et de développement, déduction faite des crédits d'impôt (note 8)	678 734	944 170
Amortissement des immobilisations corporelles	76 864	75 379
Amortissement des actifs incorporels	211 350	178 737
Gain de change	(101 818)	(164 120)
Frais (revenus) financiers (note 10a)	30 207	(65 499)
Frais de restructuration (note 9)	304 380	419 156
	<b>3 835 885</b>	<b>4 415 496</b>
<b>Perte avant impôts</b>	<b>1 273 953</b>	<b>910 679</b>
<b>Recouvrement d'impôts sur les bénéfices</b>		
Impôts futurs	(37 578)	(18 789)
	(37 578)	(18 789)
<b>Perte nette et résultat étendu pour la période</b>	<b>1 236 375</b>	<b>891 890</b>
<b>Déficit au début de la période</b>	<b>36 491 060</b>	<b>34 341 674</b>
<b>Déficit à la fin de la période</b>	<b>37 727 435</b>	<b>35 233 564</b>
<b>Perte nette de base et diluée par action</b>	<b>0,024</b>	<b>0,019</b>
<b>Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation</b>	<b>51 716 920</b>	<b>46 382 730</b>

† Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS †**

<b>Flux de trésorerie consolidés<sup>†</sup></b>	<b>Trois mois terminés les 31 mars</b>	
	<b>2009</b>	<b>2008</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
	<b>(non vérifiés)</b>	<b>(non vérifiés)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Perte nette pour la période	(1 236 375)	(891 890)
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents		
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme	3 762	8 270
Perte de change non monétaire	105	70 300
Amortissement des immobilisations corporelles	76 864	75 379
Amortissement des actifs incorporels	211 350	178 737
Charges de rémunération à base d'actions	106 165	146 985
Charges de rémunération du régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs	(93 860)	30 750
Charges du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	28 979	17 672
Impôts futurs	(37 578)	(18 789)
	<b>(940 588)</b>	<b>(382 586)</b>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	529 085	(619 851)
Crédits d'impôt remboursables	(204 690)	626 671
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(6 446)	-
Travaux en cours	37 575	(456 400)
Charges payées d'avance	(36 261)	(26 800)
Comptes créditeurs et charges	(176 048)	211 081
Produits reportés	233 339	1 414 461
	<b>376 554</b>	<b>1 149 162</b>
	<b>(564 034)</b>	<b>766 576</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Variation des emprunts bancaires	-	(452 742)
Versements sur la dette à long terme	(119 139)	(153 595)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	28 979	(17 279)
	<b>(90 160)</b>	<b>(623 616)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Variation des dépôts à terme	50 000	20 786
Acquisition d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents	(101 512)	(2 361 359)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(13 049)	(28 410)
Acquisition d'actifs incorporels	(7 570)	(2 267)
	<b>(72 131)</b>	<b>(2 371 250)</b>
<b>Diminution de la trésorerie et des équivalents</b>	<b>(726 325)</b>	<b>(2 228 290)</b>
<b>Trésorerie et équivalents au début de la période</b>	<b>7 405 217</b>	<b>11 730 855</b>
<b>Trésorerie et équivalents à la fin de la période</b>	<b>6 678 892</b>	<b>9 502 565</b>
<b>Renseignements supplémentaires (note 10b et c)</b>		

† Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



## Constatation des revenus, travaux en cours et produits reportés

La Société constate les produits tirés de la vente de licences d'utilisation de logiciels et des services de soutien technique après-vente s'y rattachant, ainsi que des autres services connexes conformément aux abrégés du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-141 à 143 portant sur la constatation des produits. Les honoraires tirés d'ententes visant les licences, les services de soutien technique après-vente et les autres services connexes sont attribués aux diverses composantes selon les éléments probants objectifs et spécifiques à la Société appuyant la juste valeur de chacune des composantes. Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes que l'entente est en vigueur, que le logiciel a été livré, qu'il ne fait aucun doute que le produit a été bien accepté, que les frais connexes ont été établis ou peuvent l'être, et que la perception de la contrepartie est raisonnablement assurée. Les produits tirés des composantes de soutien technique après-vente sont constatés au prorata sur la durée du contrat de soutien. Les produits tirés des autres services connexes sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus selon la méthode de l'avancement des travaux. Lorsqu'une perte sur un contrat est suffisamment prévisible, la perte est comptabilisée à titre de charge de l'exercice. De plus, les sommes reçues pour des services qui ne sont pas encore rendus sont comptabilisées à titre de produits reportés au bilan.

## Modifications aux conventions comptables

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la Société a adopté les nouvelles normes comptables du chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui établit les normes en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels suite à leur constatation initiale. Le nouveau chapitre remplace le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450 « Frais de recherche et développement ». Diverses modifications ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA pour des raisons de cohésion. Les dispositions de ce chapitre ont été adoptées de façon rétrospective et n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

## Modifications comptables futures

En janvier 2009, l'ICCA a publié les chapitres 1582 « Regroupements d'entreprises », 1601 « États financiers consolidés » et 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 sera en convergence avec l'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1602 sera en convergence avec les dispositions de l'IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », concernant les participations sans contrôle. Enfin le chapitre 1601 reprendra les exigences du chapitre 1600 « États financiers consolidés », autres que celles touchant les participations sans contrôle.

Le chapitre 1582 s'applique aux opérations où l'acquéreur obtient le contrôle d'une ou de plusieurs entreprises. Le terme « entreprise » est défini plus largement que dans la norme existante. La plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge, y compris les passifs éventuels considérés comme « improbables », seront évalués à leur juste valeur. Les coûts d'acquisition doivent être passés en charges.

En vertu du chapitre 1602, toute participation ne donnant pas le contrôle sera comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres. Le calcul du résultat net ne comporte aucune déduction au titre des participations sans contrôle. Le résultat net sera plutôt réparti entre les participations donnant le contrôle et les participations sans contrôle.

Les nouvelles normes entreront en vigueur en 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

## Note 4 – Regroupement d'entreprises

Le 13 février 2008, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Picdar Group Ltd. « Picdar », fournisseur de solutions de gestion d'images et d'actifs numériques au Royaume-Uni (la "Transaction") pour un prix d'achat équivalant à la somme de (i) la valeur de l'entreprise établie entre 6 617 700 \$ et 9 275 810 \$ (entre 3 375 000 £ et 4 730 625 £) et du (ii) fonds de roulement excédentaire de 4 472 255 \$ (2 280 832 £).

Un montant de 6 617 700 \$ (3 375 000 £), a été payé à la clôture de la Transaction et le solde de la valeur de l'entreprise, jusqu'à 2 658 110 \$ (1 355 625 £), est payable en trois versements annuels déterminés à compter du 31 mars 2008 en fonction de l'atteinte de revenus futurs et de BAIIA cibles. Chaque versement est composé d'une portion de 75 % en liquidités et de 25 % en actions nouvellement émises de la Société à un prix unitaire fixé en fonction du prix moyen pondéré des 20 derniers jours de transaction des actions de la Société à la Bourse de croissance TSX précédant immédiatement chaque date de versement. Le 13 février 2008, la Société a procédé à l'émission de 1 835 480 actions ordinaires à titre de versement initial du prix d'achat. Les actions émises sont assujetties à des conditions d'entiercement et seront libérées trimestriellement sur une période de vingt-quatre (24) mois.

Le fonds de roulement excédentaire est payable en liquidités. Un premier versement de 3 419 841 \$ (1 744 105 £) a été effectué à la clôture de la Transaction et le solde de 1 052 414 \$ (536 727 £) a été versé lors de la réception des états financiers de clôture en avril 2008. En juillet 2008, la Société a procédé au premier versement annuel du solde de prix d'achat par l'émission de 191 144 actions ordinaires d'une valeur comptable de 121 580 \$ et par un paiement en trésorerie de 533 210 \$ (265 781 £).

Au moment de l'achat, cette Transaction a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition, et les résultats ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. La portion du prix d'achat réglée en actions a été réduite d'un escompte moyen de 30 % afin de considérer les effets de l'entiercement sur la valeur des actions, ainsi qu'une moins-value pour bloc d'actions en raison du nombre élevé d'actions négociées à un moment précis dans un marché limité. À l'exception du premier versement conditionnel qui a été estimé à 642 724 \$ (327 786 £), les deux autres versements conditionnels n'ont pas été constatés puisqu'il est impossible d'établir hors de tout doute raisonnable que les conditions nécessaires au paiement de la contrepartie additionnelle seront réalisées.

Le tableau suivant résume la répartition du prix d'achat, établie avec l'aide d'experts indépendants, incluant les coûts relatifs au regroupement en fonction de la juste valeur estimative des actifs nets acquis à la date d'acquisition.

	\$
Trésorerie et équivalents	6 128 584
Autres actifs à court terme	1 215 463
Immobilisations corporelles	165 780
Actifs incorporels	
Technologies acquises	2 254 920
Carnet de commandes	32 353
Relations clients	656 868
Accords de non-concurrence	101 962
<b>Total de l'actif acquis</b>	<b>10 555 930</b>
Passif à court terme	2 425 712
Passif d'impôts futurs	852 909
Dettes à long terme	24 500
<b>Total du passif assumé</b>	<b>3 303 121</b>
Actifs nets identifiables acquis	7 252 809
Écart d'acquisition	4 855 331
<b>Prix d'achat</b>	<b>12 108 140</b>
Réglé comme suit :	
Actions ordinaires émises	1 157 901
Montant en trésorerie	8 392 988
Solde de prix d'achat	1 695 137
Frais de regroupement	862 114
	<b>12 108 140</b>

## Note 5 – Dette à long terme

	Au 31 mars 2009 \$ (non vérifiés)	Au 31 décembre 2008 \$
<b>Emprunts à terme</b>		
- Actualisé à 10 %, remboursable par versements mensuels de 8 929 \$, échéant en mai 2013. Une hypothèque mobilière sur l'universalité des biens présents et futurs d'une filiale, tant corporels qu'incorporels, est donnée en garantie de cet emprunt	357 085	374 531
- Actualisé à 8 %, avec le Conseil national de recherches Canada (« CNRC »), remboursable par versements trimestriels de 47 500 \$ à compter d'octobre 2007, échéant en juillet 2009	93 046	91 210
- Actualisé à 8 %, avec le CNRC, remboursable en quatre versements annuels de 78 338 \$ à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2007, échéant en janvier 2010	73 352	149 764
- 10 %, pour lequel une lettre de garantie bancaire au montant de 164 600 \$ a été émise, remboursable par versements mensuels de 1 538 \$ comprenant le capital et les intérêts, échéant en août 2011. Une hypothèque mobilière sur un certificat de dépôt au montant de 164 600 \$ est donnée en garantie de la lettre de garantie bancaire*	39 468	43 035
- 4 %, remboursable par versements mensuels de 657 \$ (392 €) comprenant le capital et les intérêts, échéant en juin 2011. Une hypothèque mobilière sur un véhicule ayant une valeur comptable nette de 16 955 \$ est donnée en garantie de cet emprunt	16 948	19 004
- 5 %, remboursable par versements mensuels de 811 \$ (448 £) comprenant le capital et les intérêts, échéant en novembre 2010. Une hypothèque mobilière sur un véhicule ayant une valeur comptable nette de 62 646 \$ est donnée en garantie de cet emprunt	22 063	23 559
<b>Obligations découlant de contrats de location-acquisition</b>		
- Actualisées à 7,75 %, remboursables par versements mensuels totaux de 6 447 \$ comprenant le capital et les intérêts, échéant entre août 2010 et janvier 2012	143 181	150 199
	745 143	851 302
<b>Moins la partie à court terme</b>	340 416	330 503
	404 727	520 799

\* La lettre de garantie bancaire vise aussi à garantir les obligations de la société en vertu d'un bail.

## Note 6 – Capital social

Autorisé :

- Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, votantes et participantes
- Nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, non votantes et non participantes

La Société a procédé à l'émission de 8 000 000 actions ordinaires le 13 février 2008 à l'intention des détenteurs de bons de souscription spéciaux émis par la Société le 30 novembre 2007.

## Note 7 – Autres composantes des capitaux propres

Le tableau suivant résume les autres composantes des capitaux propres ;

	Au 31 mars 2009 \$ (non vérifiés)	Au 31 décembre 2008 \$
Régimes d'intéressement au capital	1 279 516	1 206 769
Bons de souscription	1 489 229	1 489 229
	2 768 745	2 695 998

### Régimes d'intéressement au capital

#### Régime d'options d'achat d'actions

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2009, la Société a octroyé à ses employés 910 000 options d'achat d'actions. La juste valeur des options octroyées au cours de cette période s'élève à 163 967 \$ et a été estimée selon la méthode d'établissement du prix des options de Black et Scholes à partir des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	1,88%
Volatilité prévue	79,5%
Taux de rendement des actions	néant
Durée de vie prévue	60 mois

### Bons de souscription

Le tableau suivant résume la juste valeur qui a été attribuée aux bons de souscription selon le modèle Black et Scholes :

	Au 31 mars 2009 \$ (non vérifiés)	Au 31 décembre 2008 \$
354 000 bons de souscription à 1,00 \$, échéant le 7 novembre 2009	168 955	168 955
1 764 705 bons de souscription à 1,50 \$, échéant le 27 septembre 2010	404 181	404 181
1 764 707 bons de souscription à 2,00 \$, échéant le 27 septembre 2010	332 396	332 396
1 166 865 bons de souscription à 1,80 \$, échéant le 12 octobre 2010	383 538	383 538
352 941 bons de souscription à 0,85 \$, échéant le 12 juin 2011	200 159	200 159
	1 489 229	1 489 229

## Note 8 – Crédits d'impôt

Par suite de son admissibilité au Programme Cité Multimédia Montréal, la Société a droit à un crédit d'impôt remboursable de 40 % sur les salaires admissibles jusqu'à un maximum annuel de 15 000 \$ par employé. Ces crédits d'impôt, présentés en diminution du coût des ventes, se sont établis à 83 365 \$ pour le premier trimestre 2009, par rapport à 75 000 \$ au premier trimestre de 2008.

La Société bénéficie aussi de crédits d'impôt au titre de la recherche scientifique et du développement expérimental. Ces crédits d'impôt, présentés en diminution du frais de recherche et de développement, se sont établis à 121 325 \$ pour le premier trimestre 2009, par rapport à 215 797 \$ en 2008.

## Note 9 – Frais de restructuration

Au cours du premier trimestre 2009, la Société a engagé une charge de 304 380 \$ au titre de frais de restructuration non récurrents. Ces frais ont été encourus à titre de primes de séparation résultant de l'abolition de onze emplois en Europe. Au premier trimestre 2008, la société avait engagé des frais de restructuration totalisant 419 156 \$ principalement composés d'indemnités de cessation d'emploi, notamment celle d'un fondateur. Au 31 mars 2009, un montant de 94 246 \$ est inclus dans les comptes créditeurs et charges.

## Note 10 – Informations additionnelles

### État des résultats

#### a) Frais financiers

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2009	2008
	\$	\$
	(non vérifiés)	(non vérifiés)
Intérêts sur la dette à long terme	19 890	25 489
Intérêts et frais bancaires	26 619	6 126
Revenus d'intérêts	(16 302)	(97 114)
Total	30 207	(65 499)

### État des flux de trésorerie

#### b) Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents liés aux activités de financement et d'investissement

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2009	2008
	\$	\$
	(non vérifiés)	(non vérifiés)
Virement au surplus d'apport des options d'achat d'actions octroyées à titre de rémunération	33 418	153 754
Virement au capital social de la partie exercée des options d'achat d'actions octroyées à titre de rémunération	-	5 327
Frais de regroupement inclus dans les comptes créditeurs et charges	-	945 863
Frais d'émission d'actions ordinaires inclus dans les comptes créditeurs et charges	-	184 998
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	9 110	33 200

#### c) Renseignements supplémentaires

	Trois terminés les 31 mars	
	2009	2008
	\$	\$
	(non vérifiés)	(non vérifiés)
Intérêts payés	17 787	11 520
Intérêts encaissés	(35 349)	(67 440)

## Note 11 – Informations sectorielles

La Société exerce ses activités au sein d'un seul secteur d'exploitation, soit celui de la vente de licences d'utilisation de logiciels et des services de soutien technique après-vente s'y rattachant. La quasi-totalité des immobilisations corporelles de la Société se situe au Canada.

Les revenus par secteur géographique se détaillent comme suit :

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2009	2008
	\$ (non vérifiés)	\$ (non vérifiés)
Canada	2 007 390	2 292 238
États-Unis	1 400 551	1 959 694
Europe	1 977 391	1 777 299
Total	5 385 332	6 029 231

Les revenus ont été attribués aux secteurs géographiques d'après le pays de résidence des clients.

## Note 12– Éventualité

Une poursuite a été signifiée à une filiale de la Société, alléguant l'existence d'un contrat verbal de licence et visant à forcer cette dernière à fournir un logiciel ou, alternativement, à payer 500 000 \$US en dommages. La direction nie l'existence d'un contrat et est d'avis que cette poursuite est non fondée. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée à cet égard.



Nstein Technologies inc.  
75, rue Queen, bureau 4400  
Montréal QC H3C 2N6  
CANADA

T 1.514.908.5406  
1.877.678.3461  
F 1.514.908.5407

[info@nstein.com](mailto:info@nstein.com)  
[www.nstein.com](http://www.nstein.com)